



Conseil d'administration de l'IGN du 27 octobre 2017

Compte-rendu

Les élus CGT au Conseil d'Administration de l'IGN vous livrent le compte rendu de la séance d'aujourd'hui.

Faute de représentant du MTES, arrivé en retard, on commence par le point d'info sur le plan de prévention à l'encontre des cyberattaques.

On signalera surtout les réactions de la DGALN et de la DGA, qui insistent sur le caractère essentiel de ces aspects. La DGALN pose même la question de la priorisation du budget, ce qui, compte tenu des autres points, est amusant... Il se confirme qu'il faudrait en faire toujours plus et toujours mieux, avec toujours moins...

Le MTES évoque le fait que le COP s'inscrit dans le cadre de « CAP2022 » (ce qui relève de la bonne excuse) et que, sans avoir la prétention d'avoir une vision ferme et définitive, il a «quelques idées».

La présidente du CA précise que les ministères (assez présents autour de la table) ont des partenariats, des attentes vis-à-vis de l'IGN. Il n'est pas question d'engager l'établissement dans une démarche de faire plus avec moins. (en revanche, on peut faire mieux (et moins) avec moins)

Présentation du Budget Rectificatif 2

Pour rappel, il y a un budget initial (BI) présenté en fin d'année n-1 puis, souvent, un voire deux budgets rectificatifs (BR) en cours d'année n. Pour rappel aussi, il y avait eu un 1er coup de rabet sur la subvention lors du BR1.

Pour le BR2, on a les éléments suivants.

Sur le plan des recettes :

- Une nouvelle diminution de subvention (-1,4 par rapport au BR1, -2,3 par rapport au BI)
- Une baisse du chiffre d'affaires (-2,2, équi-répartis entre grand public, marché pro et défense)

Nous mettons de côté des complexités liées à des « décalages » de marché... qui font d'ailleurs débat en ce qui concerne le projet Geomaps, puisque la Défense tient à préciser que les « décalages » ne sont pas liés à une évolution de leurs besoins (qui sont réels), mais à des questions « d'efficience ». Le ministère des armées rappelle son besoin d'un IGN fort, et qu'il ne saurait tolérer un quelconque retard.

Du coup, il faut aussi diminuer les dépenses mais, à cette période de l'année, ce n'est pas simple !

Et donc, en gros, on tire sur ce qu'on peut (un peu de dépenses de personnel, un peu de dépenses de fonctionnement, un peu de dépenses d'investissement), et il reste un gros trou (4 millions). Donc on pioche dans la cagnotte... qu'on n'a pas ! Le « cagnotte », c'est la

trésorerie, qui sert à payer le quotidien (dont les salaires, ou les factures). En l'occurrence, la trésorerie, actuellement, est essentiellement liée au fait que la Défense a déjà payé un argent que nous n'avons pas encore dépensé. On n'est pas très loin de la cavalerie !

6 voix contre (CGT/CFDT), le BR2 est donc approuvé...

Présentation du Budget Initial 2018

Là, on commence avec un déficit de 3,7 M€. Sachant qu'en 2017, on a commencé avec un BI à -80 k€ pour finir à -3965 k€, on sent qu'on est bien...

Cette merveille repose sur... une subvention toujours en baisse (!), et des recettes commerciales relativement stables. Sur le plan des dépenses, on baisse où on peut, y compris là où on ne devrait pas (investissement).

Le budget est qualifié de « soutenable mais dangereux » par la présidente du CA, notamment par la faiblesse des dépenses d'investissement.

Le contrôle budgétaire estime également que le budget est « soutenable », tout en regrettant que des économies soient demandées, là aussi sur l'investissement. L'innovation technologique risque d'être réduite, l'établissement manque de force vive !

Le budget salue les efforts pour présenter un budget le moins pire possible... en estimant lui aussi qu'il faut trouver des solutions autres que la politique de rabot...

Pour l'ONF, le budget est acceptable... s'il se limite à 2018 ! Il n'a d'autre choix que de l'approuver (puisque'il est soutenable) mais il doit être accompagné de « perspectives durables d'évolution ». « On a besoin de l'IGN ».

Pour la DGALN, on est dans une situation particulière. On « doit » voter un budget, pour pouvoir démarrer 2018. Et on n'a pas les éléments pour préparer un budget d'avenir. Il fait référence à CAP2022 (comité action public), et à ses conclusions attendues pour le 1er trimestre 2018.

L'agriculture confirme son intérêt pour l'IGN, opérateur essentiel pour la filière forêt bois (inventaire forestier) et l'agriculture (PAC/RPG). On parle, dans un cas comme dans l'autre, de quelques milliards, avec des risques à hauteur de quelques dizaines de millions...

La Direction Générale de l'Armement rappelle qu'elle s'appuie fortement sur l'expertise de l'IGN, en ayant évité de créer des doublons internes... et souhaite que ce soit pérenne !

La Défense rebondit sur les propos précédents et indique qu'une transformation ne peut se faire qu'avec un investissement fort. Des moyens, humains et financiers, doivent être apportés dès aujourd'hui, si on veut préparer l'avenir convenablement.

En fait, on assiste à un CA totalement inédit où tous les intervenants, somme toute, indiquent que la situation n'est pas durablement tenable ! Mais ils approuvent quand même...

Pour nous, ce budget n'est pas soutenable. Dès 2018, ce sont les personnels, et l'investissement, qui vont payer...

Le MTES indique que les conditions d'élaboration du rapport CGEDD ont évolué (notamment du fait du machin CAP2022), et qu'il va donc falloir attendre (encore) un peu. Et ne dit pas grand-chose d'autre...

La présidente conclut les débats sur le fait que la « tendresse » exprimée par les administrateurs, en particulier la tutelle MTES, était insuffisante. Et qu'il fallait que les tutelles se secouent un peu pour élaborer une stratégie...

A la fin, le BI est adopté, malgré les 6 voix contre (CGT/CFDT)